CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
-7-10 1985
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 7 août 1985 , d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 3 décembre 1975 fixant la limite des dispositions générales relatives à la valorisation pécuniaire des services antérieurs accomplis dans le secteur public par certains agents des provinces et des communes",a donné le 23 septembre 1985 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e augustus 1985 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 december 1975 tot vaststelling van de grens van de algemene bepalingen betreffende de geldelijke valorisatie van de vroegere diensten die in de overheidssector door sommige leden van het provincie- en gemeentepersoneel werden verricht", heeft de 23e september 1985 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

+

PREAMBULE.

L'alinéa 1er doit être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, notamment l'article 71, § 1er, alinéa 1er, modifié par la loi du 27 juillet 1961;".

A l'alinéa 2 il convient d'ajouter, après les mots, "notamment l'article 2", les mots "modifié par l'arrêté royal du 15 octobre 1976;".

L'alinéa 3 vise l'avis des organisations les plus représentatives des agents des provinces et des communes. Il ressort des renseignements communiqués au Conseil d'Etat que les avis de ces organisations ont été demandés mais n'ont pas

été émis dans le délai prévu à l'article 4 de l'arrêté royal du 2 août 1966 réglant les modalités de la consultation des organisations les plus représentatives des agents des provinces et des communes, modifié par l'arrêté royal du 20 août 1969. Il est, dès lors, proposé de rédiger cet alinéa de la manière suivante :

"Considérant qu'aucun avis n'a été émis, dans le délai prescrit, par les organisations les plus représentatives des agents des provinces et des communes;".

DISPOSITIF.

Article ler.

L'article ler de l'arrêté en projet tend à insérer, dans l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 3 décembre 1975 fixant la limite des dispositions générales relatives à la valorisation pécuniaire des services antérieurs accomplis dans le secteur public par certains agents des provinces et des communes, une disposition nouvelle sous la lettre : c.bis.

La lecture dudit article 2 fait apparaître qu'il a été rédigé d'une manière qui n'est pas conforme aux règles suivies pour la rédaction des textes réglementaires.

L'arrêté royal susvisé du 3 décembre 1975 et la modification de l'article 2, y insérée par l'arrêté royal du 15 octobre 1976, ont été pris, vu l'urgence, sans consultation de la section de législation du Conseil d'Etat.

Afin que l'article 2 de l'arrêté royal du 3 décembre 1975 précité soit, tout entier, rédigé conformément à

l'usage (1), il est proposé de rédiger l'article ler du projet de la façon suivante :

"Article ler.-

L'article 2 de l'arrêté royal du 3 décembre 1975 fixant la limite des dispositions générales relatives à la valorisation pécuniaire des services antérieurs accomplis dans le secteur public par certains agents des provinces et des communes, modifié par l'arrêté royal du 15 octobre 1976, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2. § ler. Les conseils communaux et les conseils provinciaux ou, dans le cas prévu à l'article 107 de la loi provinciale, les députations permanentes des conseils provinciaux,peuvent décider que certains services accomplis par les agents visés à l'article ler sont admissibles pour l'octroi des augmentations périodiques.

§ 2. La nature et la durée de ces services ne peuvent cependant être plus favorables que celles qui résultent de l'application des principes suivants :

1° Sont seuls admissibles, les services effectifs accomplis par l'agent à partir du premier du mois suivant celui au cours duquel il a atteint l'âge prévu par la classe de son échelle de traitements en faisant partie :

.../...

---

(1) Voy. Code formulaire de légistique, supplément au Moniteur belge du 2 juin 1982.

a) des services de l'Etat, d'Afrique, des provinces, des communes, des agglomérations de communes, des fédérations de communes, des associations de communes, des services et établissements intercommunaux d'assistance publique, des commissions d'assistance publique, des caisses publiques de prêts ou d'autres services publics, soit comme militaire de carrière, soit comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée comportant soit des prestations complètes, soit des prestations incomplètes;

b) des établissements d'enseignement libre subventionnés, comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction à prestations complètes rémunérées par une subvention-traitement;

c) des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction à prestations complètes rémunérée par une subvention-traitement.

2° Les services admissibles accomplis dans une fonction à prestations complètes conformément au 1°, peuvent être pris en considération à raison de 100 pour cent, ce pourcentage étant réduit à deux tiers lorsqu'ils ont été accomplis par les agents bénéficiant d'une échelle de traitements appartenant au groupe barémique B, dans une fonction rémunérée par une échelle de traitements appartenant au groupe barémique A.

3° Les services admissibles accomplis dans une fonction à prestations incomplètes conformément au 1°, peuvent être pris en considération dans les mêmes conditions que les services visés au 2°, mais à raison du nombre d'années qu'ils représenteraient s'ils avaient été accomplis dans une fonction à prestations complètes, multiplié par une fraction

.../...

dont le numérateur est le nombre réel de prestations de travail hebdomadaires et dont le dénominateur est le nombre de prestations de travail hebdomadaires correspondant à des prestations de travail complètes.

4° Par dérogation au 3°, pour la durée de la période des prestations réduites du chef d'absences pour convenance personnelle, les augmentations périodiques de traitement sont octroyées comme s'il s'agissait de prestations complètes, ces augmentations intercalaires restant acquises à l'expiration des prestations réduites.

5° Les services admissibles se comptent par mois de calendrier, ceux qui ne couvrent pas un mois entier étant négligés.

6° La durée des services admissibles accomplis dans deux ou plusieurs fonctions exercées simultanément, ne peut jamais dépasser la durée des services qui auraient été accomplis pendant la même période dans une seule fonction à prestations de travail complètes.

7° Pour la détermination de l'importance des services admissibles, tout changement de grade qui se produit à une date autre que le premier du mois, est reporté au premier du mois suivant.

§ 3. Pour l'application du paragraphe 2, il faut entendre par :

1° service effectif, tout service accompli par l'agent tant qu'il se trouve dans une position administrative qui lui vaut,

de par son statut, son traitement d'activité ou, à défaut, le maintien de ses titres à l'avancement de traitement;

2° service de l'Etat, tout service relevant du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif ou du pouvoir judiciaire, et non constitué en personne juridique;

3° service d'Afrique, tout service qui relevait du gouvernement du Congo belge ou du gouvernement du Ruanda-Urundi et n'était pas constitué en personne juridique;

4° d'autre service public :

a) tout service relevant du pouvoir exécutif et constitué en personne juridique;
b) tout service qui relevait du gouvernement du Congo belge et du gouvernement du Ruanda-Urundi et qui était constitué en personne juridique;
c) toute autre institution de droit belge qui répond à des besoins collectifs d'intérêt général ou local et dans la création ou la direction particulière de laquelle se constitue la prépondérance de l'autorité publique, ainsi que toute autre institution de droit colonial qui répondait aux mêmes conditions;

5° militaires de carrière :

a) les officiers de carrière, les officiers de complément et les officiers auxiliaires;
b) les officiers de réserve accomplissant des prestations volontaires, à l'exclusion des prestations d'entraînement;
c) les sous-officiers de carrière, les sous-officiers temporaires et les sous-officiers de complément;
d) les militaires au-dessous du rang d'officier qui servent à la faveur d'un engagement ou rengagement;
e) les aumôniers des cadres actifs et les aumôniers de réserve maintenus en service en temps de paix pour constituer le cadre temporaire du service de l'aumônerie;

6° prestations complètes : les prestations de travail dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale".

Article 2.

Faire dépendre l'entrée en vigueur d'un arrêté de la date de l'entrée en vigueur d'un autre arrêté, qui ne peut être précisée, est un procédé inhabituel qui, en raison de son imprécision, ne peut être admis. Il est proposé de rédiger l'article de la même façon que l'article 4 du projet d'arrêté royal sur lequel le Conseil d'Etat, section de législation, a donné son avis sous le n° L. 16.918/2 et de publier les deux arrêtés simultanément.

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

AANHEF.

Het eerste lid moet als volgt geredigeerd worden :

"Gelet op de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, inzonderheid op artikel 71, § 1, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 27 juli 1961;".

In het tweede lid behoren na de woorden "inzonderheid op artikel 2", de woorden ", gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 oktober 1976;" toegevoegd te worden.

Het derde lid verwijst naar het advies van de meest representatieve organisaties van het provincie- en gemeentepersoneel. Naar aan de Raad van State is medegedeeld, zijn de adviezen van die organisaties gevraagd maar niet gegeven binnen de termijn bepaald in artikel 4 van het koninklijk besluit van

.../...

2 augustus 1966 tot regeling van de raadpleging van de meest representatieve organisaties van provincie- en gemeentepersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 augustus 1969. Derhalve wordt voorgesteld dat lid als volgt te redigeren :

"Overwegende dat binnen de voorgeschreven termijn geen enkel advies is uitgebracht door de meest representatieve organisaties van het provincie- en gemeentepersoneel;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Artikel 1 van het ontworpen besluit strekt tot invoeging van een nieuwe bepaling c.bis in artikel 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 3 december 1975 tot vaststelling van de grens van de algemene bepalingen betreffende de geldelijke valorisatie van de vroegere diensten die in de overheidssector door sommige leden van het provincie- en gemeentepersoneel werden verricht.

Bij het lezen van het bedoelde artikel 2 blijkt duidelijk dat het geredigeerd is op een wijze die niet in overeenstemming is met de regels die gevolgd moeten worden bij het redigeren van verordeningsteksten.

Het hierboven vermelde koninklijk besluit van 3 december 1975 en de wijziging van artikel 2, ingevoegd door het koninklijk besluit van 15 oktober 1976, zijn, gelet op de dringende noodzakelijkheid, vastgesteld zonder raadpleging van de afdeling wetgeving van de Raad van State.

.../...

Opdat artikel 2 van het eerdervermelde koninklijk besluit van 3 december 1975 in zijn geheel op de gebruikelijke wijze geredigeerd kan worden (1), wordt voorgesteld artikel 1 van het ontwerp als volgt te stellen :

"Artikel 1.-

Artikel 2 van het koninklijk besluit van 3 december 1975 tot vaststelling van de grens van de algemene bepalingen betreffende de geldelijke valorisatie van de vroegere diensten die in de overheidssector door sommige leden van het provincie- en gemeentepersoneel werden verricht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 oktober 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 2. § 1. De gemeenteraden en de provincieraden of, in het geval bepaald bij artikel 107 van de provinciewet, de bestendige deputaties van de provincieraden, kunnen beslissen dat sommige door de in artikel 1 bedoelde personeelsleden verrichte diensten in aanmerking komen voor het toekennen van de periodieke verhogingen.

§ 2. De aard en de duur van die diensten mogen echter niet gunstiger zijn dan die welke volgen uit de toepassing van de volgende beginselen :

1° In aanmerking komen alleen de werkelijke diensten die het personeelslid vanaf de eerste van de maand volgende op die

.../...

---

(1) Zie Codex - Legistiek, Bijvoegsel tot het Belgisch Staatsblad van 2 juni 1982.

waarin hij de door de klasse van zijn weddeschaal gestelde leeftijd heeft bereikt, verricht heeft in dienst :

a) van de Staat, van Afrika, van de provincies, de gemeenten, de agglomeraties van gemeenten, de federaties van gemeenten, de verenigingen van gemeenten, de intercommunale diensten en instellingen van openbare onderstand, de commissies van openbare onderstand, de openbare kassen van lening of andere openbare diensten, als beroepsmilitair of als burgerlijke dan wel geestelijke titularis van een bezoldigd ambt met volledige of onvolledige prestaties;

b) van inrichtingen voor gesubsidieerd vrij onderwijs, als burgerlijke of geestelijke titularis van een door een weddetoelage bezoldigd ambt met volledige prestaties;

c) van vrije gesubsidieerde diensten voor school- en beroepsoriëntering en psycho-medisch-sociale centra, als burgerlijke of geestelijke titularis van een door een weddetoelage bezoldigd ambt met volledige prestaties.

2° De in aanmerking komende diensten die overeenkomstig 1° in een ambt met volledige prestaties werden verricht, mogen voor 100 pct. worden medegerekend. Dit percentage wordt echter tot twee derde teruggebracht als die diensten door de personeelsleden, die een weddeschaal behorend tot weddegroep B genieten, werden verricht in een ambt dat bezoldigd wordt door een weddeschaal behorend tot weddegroep A.

.../...

3° De in aanmerking komende diensten die overeenkomstig 1° in een ambt met onvolledige prestaties werden verricht, kunnen onder dezelfde voorwaarden als de in 2° bedoelde diensten worden medegerekend, doch naar rata van het aantal jaren dat zij zouden vertegenwoordigen indien zij zouden zijn verricht in een ambt met volledige prestaties, vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller het werkelijk aantal wekelijkse arbeidsprestaties is en de noemer het aantal wekelijkse arbeidsprestaties welke met volledige arbeidsprestaties overeenkomen.

4° In afwijking van 3°, worden voor de duur van de periode van de verminderde prestaties uit hoofde van afwezigheid wegens persoonlijke aangelegenheid, de periodieke weddeverhogingen toegekend alsof het volledige prestaties betrof ; na het beeindigen van de verminderde prestaties blijven die tussentijdse verhogingen verworven.

5° De in aanmerking komende diensten worden berekend per kalendermaand; de diensten welke geen volle maand bestrijken, worden niet medegeteld.

6° De duur van de in aanmerking komende diensten die in twee of meer gelijktijdig uitgeoefende ambten werden verricht, mag nooit de duur overschrijden van de diensten die tijdens dezelfde periode in een zelfde ambt met volledige arbeidsprestaties zouden zijn verricht.

7° Voor de vaststelling van de belangrijkheid van de in aanmerking komende diensten wordt elke verandering van graad die zich op een andere dag dan de eerste der maand voordoet, verschoven naar de eerste van de volgende maand.

.../...

§ 3. Voor de toepassing van paragraaf 2 moet worden verstaan onder :

1° werkelijke dienst, elke dienst welke door het personeelslid wordt verricht zolang hij zich in een administratieve stand bevindt op grond waarvan hij krachtens zijn rechtspositie, zijn activiteitswedde of, bij ontstentenis daarvan, het recht op bevordering tot een hogere wedde behoudt;

2° dienst van de Staat, elke niet-rechtspersoonlijke dienst ressorterende onder de wetgevende macht, de uitvoerende macht of de rechterlijke macht;

3° dienst van Afrika, elke niet-rechtspersoonlijke dienst ressorterende onder het gouvernement van Belgisch Kongo of het gouvernement van Ruanda-Urundi;

4° andere openbare dienst :

a) elke rechtspersoonlijke dienst welke onder de uitvoerende macht ressorteert;

b) elke rechtspersoonlijke dienst welke onder het gouvernement van Belgisch Kongo of het gouvernement van Ruanda-Urundi ressorteerde;

c) elke andere instelling naar Belgisch recht, die beantwoordt aan collectieve behoeften van algemeen of lokaal belang en in welker oprichting of bijzondere leiding het overwicht van de openbare overheid tot uiting komt, alsmede elke andere instelling naar koloniaal recht welke aan dezelfde voorwaarden beantwoordde;

5° beroepsmilitairen :

a) de beroepsofficieren, de officieren van het aanvullingskader en de hulpofficieren;

b) de reserveofficieren die vrijwillige prestaties verrichten, met uitsluiting van de oefeningsprestaties;

c) de beroepsonderofficieren, de tijdelijke onderofficieren en de onderofficieren van het aanvullingskader;

d) de militairen met een lagere graad dan die van officier, die dienen op grond van een dienstneming of van een wederdienstneming;

e) de aalmoezeniers van het actieve kader en de reserveaalmoezeniers, die in vredestijd in dienst worden gehouden om het tijdelijk kader van de aalmoezeniersdienst te vormen;

6° volledige prestaties : de prestaties waarvan de uurregeling een normale beroepsactiviteit volkomen in beslag neemt".

Artikel 2.

De inwerkingtreding van een besluit laten afhangen van de niet nader te bepalen datum van inwerkingtreding van een ander besluit, is een ongebruikelijke werkwijze die, ter wille van haar onnauwkeurigheid, niet kan worden aanvaard. Voorgesteld wordt het artikel te redigeren op dezelfde wijze als artikel 4 van het ontwerp van koninklijk besluit waarover de Raad van State, afdeling wetgeving, advies heeft gegeven onder nr. L. 16.918/2, en de twee besluiten gelijktijdig bekend te maken.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN.

Le rapport a été présenté par Mme. M.-L. THOMAS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J. LIGOT.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. M.-L. THOMAS, auditeur.